De la stratégie

Autor(en): **Honegger, E. / Guisolan, A.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **112 (1967)**

Heft 5

PDF erstellt am: **02.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-343360

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

en Europe: « Le principe d'une réduction (des forces américaines) ne diminue en rien les responsabilités qui nous incombent en vertu du Traité atlantique » aurait déclaré le sénateur Mike Mansfield!?

Alors, on doit se demander, avec quoi, et comment, assumer cette responsabilité après avoir encore réduit des moyens classiques qui sont déjà notoirement insuffisants?

Colonel-divisionnaire MONTFORT

Alors que cet article était déjà composé, on lisait dans les journaux (10 mai 1967): « Les ministres de la Défense de l'OTAN ont officiellement adopté le concept de la riposte flexible comme base de la stratégie de l'Alliance et définitivement abandonné la doctrine des représailles massives. »

Il faudra revenir sur cet étonnant « abandon définitif » qui, dans la situation actuelle des forces classiques de l'OTAN, pourrait se titrer: « Messieurs les Russes, tirez les premiers! » Au surplus, personne ne nous parle de la doctrine du Pacte de Varsovie!?

Mft

De la stratégie

Exposé du chef d'arme des troupes de transmission, le colonel divisionnaire Honegger, lors du deuxième rapport hors service des officiers des troupes de transmission, le 16 janvier 1966, à Berne.

Dans une première partie, servant d'introduction, le colonel divisionnaire Honegger met en lumière quelques traits particuliers de la pensée stratégique des dernières décades. Il en tire la substance de son propos, qui est d'aborder des questions marginales de cet art complexe nommé « stratégie ». Ce faisant, il entend rester dans le cadre du thème esquissé en 1965, dans des circonstances analogues, « de l'assimilation de la technique ».

En se fondant sur quelques exemples, il montre qu'il est long et difficile de passer de notions nouvelles à l'action correspondante, de la théorie à la pratique. Difficultés et lenteurs se manifestent surtout

en l'absence d'une manière de penser appropriée. Cette lacune dans le domaine de la pensée et de l'action est d'autant plus frappante que notre époque, dans bien des cas, a rompu de manière nette avec le passé.

Les exemples cités, le conférencier les tire de l'ouvrage d'un connaisseur de l'Amérique, Urs Schwarz, « Stratégie, hier — aujourd'hui — demain, évolution de la pensée politico-militaire en Amérique ».

Toutes les citations de la première partie du présent exposé sont extraites de cet ouvrage, paru, en allemand, aux Editions Econ, Düsseldorf [1].

Nous avons pensé qu'une traduction française de cet exposé était de nature à intéresser les lecteurs de cette revue.

Colonel A. GUISOLAN

L'EXEMPLE DES ÉTATS-UNIS

Une nation, qui au cours de deux guerres mondiales s'est affirmée puis hissée au premier plan de la politique mondiale, se doit de définir et de proclamer sa raison d'être, ce qu'elle attend d'elle-même et des autres nations. Elle est ainsi amenée à fixer quel sera l'emploi des moyens pour l'action qui découle de cette profession de foi.

C'est au début de 1917 que l'entrée en guerre des Etats-Unis fut décidée. Le commandant en chef du corps expéditionnaire américain, le général Pershing, fixa entre autres les principes suivants:

« ... dès que possible, les troupes américaines devaient constituer des divisions américaines, ces divisions des corps d'armée américains et ces corps d'armée une *armée américaine*. Celle-ci aurait pour mission d'attaquer l'ennemi dans un secteur du front bien déterminé, attribué en propre à cette armée. Tant la doctrine stratégique que les règlements pour la conduite du combat devaient être et rester exclusivement américains.

Selon le second principe, toute action devait viser un objectif: reprendre l'offensive ... base permanente de toute instruction, tant sur le plan de la préparation que sur celui de l'exécution. La défensive ne pouvait être conçue qu'en vue de préparer de nouvelles actions offensives... »

---

[1] « Strategie, gestern — heute — morgen. Die Entwicklung des politisch-militärischen Denkens in Amerika. »

Des principes aussi solides ne pouvaient que procéder d'une foi tout aussi ferme.

La pensée américaine était alors dominée par le désir de mettre fin à la guerre, une guerre que l'Amérique n'avait ni voulue, ni jugée nécessaire. C'est que cette guerre avait, dans l'optique de l'Amérique, l'aspect d'une menace pesant sur tout ce qu'au cours d'un bon siècle elle avait appris à considérer comme le fondement même de la politique et de la stratégie militaire: le droit acquis chèrement de vivre sa vie propre et libre sur un continent neuf et indépendant.

Dans la perspective américaine ce fondement n'était pas discutable parce qu'historiquement établi et affirmé. Il ne pouvait qu'être un élément déterminant pour justifier la participation américaine à la première guerre mondiale. En fait, le plan selon lequel les forces armées américaines allaient être engagées sur le vieux continent, selon les principes de Pershing, n'était autre qu'un essai d'interprétation de la doctrine de Monroe, quand bien même l'Amérique avait à faire face à une situation complètement nouvelle. Et qu'on veuille bien se le rappeler: cette doctrine « rejette toute immixtion étrangère dans les affaires américaines ». L'Amérique, au matin de son histoire, pour la première fois était menacée, sans pour autant avoir à craindre une attaque par surprise ou une ingérence étrangère immédiate. Il s'agissait pour elle d'écarter ce danger ailleurs que dans son propre pays, à l'étranger. Comment exécute-t-on un tel plan sans inciter les autres à faire de même à la première occasion favorable?

La réponse, nous la connaissons: c'est « l'armée exclusivement américaine » et « ses règlements propres » pour la conduite du combat et « son secteur d'engagement particulier ». C'était là, la contribution d'un pays qui veut bien s'engager à se maintenir en deçà de certaines limites, parce qu'il attend des autres qu'ils fassent de même; l'armée entendait bien signifier ainsi que l'Amérique était tenue de combattre en terre étrangère, mais qu'elle n'en tirait pas profit pour s'ingérer dans les affaires d'autrui. Le corps expéditionnaire ne

faisait pas la guerre, mais voulait en finir avec la guerre, puis rentrer au pays, où il ne servirait désormais qu'à affirmer les droits d'autodétermination de la nation. Bref, en aucun cas il ne pouvait s'agir de mettre en question la pérennité de la doctrine de Monroe.

Cette doctrine, datant de 1823, avait été conçue et formulée par un homme d'Etat, à la fin de l'ère coloniale. Aujourd'hui, il est permis de se demander si elle pouvait encore avoir une signification pour ses héritiers, à l'heure de la première guerre mondiale: une signification aussi profondément déterminante que celle qu'elle semble avoir eue, au temps où l'Amérique allait devenir une puissance mondiale.

* * *

Nous savons que des Américains se posèrent cette question peu après la fin de la première guerre mondiale. Nous savons aussi que cette même question s'est reposée en 1940. Elle n'avait donc pas encore reçu de réponse claire et définitive.

« Etre Américains — rester Américains », quelle formule séduisante! Mais peut-il s'agir là du fondement de la stratégie d'une puissance mondiale? Et pourtant, il semble bien que ce soit à la lumière de cette formule, devenue idée maîtresse de tous les efforts américains, que s'est développée toute la pensée stratégique américaine à partir de 1918.

Il est vrai que l'isolationnisme, après la première guerre mondiale, n'est pas dû à la seule doctrine de Monroe. Las de la guerre, soumis aux fluctuations politiques, le Monde — et les Etats-Unis d'Amérique aussi — connaissait les mouvements pacifiques et les menées anti-militaristes. Quelle occasion magnifique pour beaucoup, sous le manteau d'un civisme conscient, d'en appeler aux vieilles traditions nationales et aux principes éprouvés! Le résultat pratique: un retour aux idées-clés tirées du trésor de l'expérience du XIXe, voire du XVIIIe siècle.

Ce qui est significatif de cette situation, c'est la facilité avec laquelle même les autorités politiques et militaires les

plus hautes se cramponnaient au principe de la séparation de « la force et de la politique ». Or, c'est là une interprétation à tout le moins simpliste de la règle de la séparation des pouvoirs. Cette interprétation a conduit, pour la solution des problèmes stratégiques, à creuser un fossé entre les forces vives du pays divisées en deux camps. L'un, politique, se situait lui-même bien au-dessus de tous les problèmes militaires, l'autre militaire, l'armée, était ravalée au rang de strict instrument d'exécution du temps de guerre. Cette conception n'excluait pas, il est vrai, toute réflexion stratégique, et on s'y livra dans les deux camps. Mais ce travail se fit séparément, chaque camp ayant ses préoccupations, le politique d'un côté, le militaire de l'autre, ce dernier seul s'occupant de problèmes dits stratégiques.

La doctrine stratégique — ou, plus exactement, la seule doctrine stratégique officiellement admise, étant donné les tendances exposées ci-dessus — ne pouvait être que nationale, donc d'une portée restreinte. Deux éléments en constituaient la substance. Le premier a trait à la préparation de toutes les forces du pays pour une mission primordiale: la défense des côtes de l'Amérique, conséquence de l'isolement national et géographique, ou la conduite d'une campagne confinée à un théâtre d'opérations unique. Le second élément, conséquence évidente de l'abandon de toute préoccupation de caractère stratégique aux seuls militaires, est la promotion d'une arme moderne: l'arme aérienne. Cette dernière sortait grandie de la première guerre mondiale, prenant fièrement sa place aux côtés de la marine. Tout semblait la prédestiner à prendre à son compte une partie de l'effort militaire, mais la part du lion.

* * *

Dès les années 30, ces formules s'avèrent pleines de lacunes.

Les « extensions » tant japonaises qu'italiennes, en apparence de modestes empiètements, étaient autant de succès et ne valurent aucunes représailles à leurs auteurs.

L'Allemagne nationale-socialiste violait droit international et traités et gagnait des conflits sans livrer de bataille.

La doctrine stratégique américaine des années 20 n'avait pas fait place à l'imprévu; l'inattendu se produisait.

L'écheveau embrouillé des relations entre facteurs politiques et militaires commençait à se dénouer aux yeux de plus d'un Américain. On en arriva à concevoir que seule l'action diplomatique, menée en corrélation avec la préparation d'un appareil militaire destiné à l'épauler solidement, même jusque sur des côtes fort lointaines et au-delà des mers les plus vastes, était en mesure de faire face aux diverses menaces.

La renaissance de l'intérêt pour la défense et la sécurité de l'hémisphère occidental conduisit à deux notions complètement nouvelles de la pensée stratégique. On renonça à la séparation nette de la force et de la politique. La conception isolationniste de la défense nationale se révéla insoutenable.

Rien d'étonnant dès lors si, sous le coup de l'Affaire des Sudètes, en 1938, la pensée stratégique américaine connaît un renouveau triomphant. On peut alors lire dans une étude du « Joint Board »:

La stratégie n'est pas seulement liée étroitement à la politique. Elle doit tenir compte d'impondérables: les traditions, la mentalité des peuples et les exigences de l'opinion publique.

Cette définition des fondements de la pensée stratégique eût placé les Américains dans une situation bien plus solide qu'elle ne l'avait été lors de la campagne 1917/18, s'ils avaient dès lors préparé leur participation éventuelle à la deuxième guerre mondiale. Mais ces notions nouvelles devaient rester dans l'ombre des bureaux d'étude, propriété intellectuelle stérile de quelques spécialistes. C'était de la théorie, sujette à caution et à discussion, comme toute théorie nouvelle; elles ne faisaient qu'ouvrir le chemin. Il eût fallu passer à l'action adéquate, de la théorie à la pratique.

Rien ne le prouve de manière plus claire que le comportement et l'agissement des grands chefs militaires américains de la deuxième guerre mondiale et du Président des Etats-Unis, Roosevelt lui-même.

... La conduite de la guerre du Président était bien la conséquence de la pensée traditionnellement américaine qui, en quelque sorte, l'imprégnait ...

Quant aux opérations militaires, fidèle à son « credo », il les abandonnait totalement à l'appréciation des militaires.

Tout au cours de la deuxième guerre mondiale deux volontés s'affrontèrent durement. Celle des Américains, personnifiée par le général Eisenhower, qui visait à mener la guerre militairement, sans considération de caractère politique, et celle des Anglais, qui faisaient preuve de beaucoup plus de souplesse.

A ce sujet, citons le général Omar Bradley. Touchant la question de la marche sur Berlin, en 1945, il dit très clairement:

... Soldats, nous restions complètement fermés à la tendance britannique de compliquer la guerre de préoccupations d'avenir à caractère politique et d'objectifs non militaires.

Contrairement aux aspirations très concevables de nombreux généraux, la conduite de la guerre s'est encore compliquée. Ainsi s'expliquent les discussions tortueuses sur les questions stratégiques.

Il faut néanmoins constater que les événements de 1945 — notamment la réalisation et l'emploi du premier projectile nucléaire — ont rejeté dans l'ombre toutes les autres considérations. Un retour aux conceptions d'avant-guerre n'est plus concevable. Les moyens qui, d'un coup, ont définitivement mis fin à la deuxième guerre mondiale, ont tout aussi soudainement fait saisir des notions, exposées dans maint ouvrage américain antérieur à ces événements, mais restées jusque là sans suite. Il a fallu cet événement d'une portée bien plus étendue que Pearl Harbor, d'une signification plus lourde que toutes les pertes de la deuxième guerre mondiale: la bombe atomique. Ce fait dépasse toutes les dimensions connues et, surtout, jette une lumière complètement nouvelle sur la position de la science qui l'a réalisé. C'est cette position de la science du XXe siècle qu'il faut reconsidérer dans ses rapports réels avec la conduite de la guerre et la stratégie. Celui qui a été en mesure de réaliser un instrument du pouvoir

d'une telle dimension ne peut plus être le simple exécutant d'une autorité politique ou militaire. On ne peut imaginer qu'un tel moyen soit employé sur décision strictement militaire ou politique. La « guerre des militaires » à côté d'une « guerre des politiciens » n'est plus concevable. Elle l'est d'autant moins que, si l'on en restait à l'ancienne manière de voir, il faudrait y ajouter « la guerre des scientifiques ».

* * *

Comme il fallait s'y attendre, à la fin d'une ère de stratégie traditionnelle, de stratégie des principes, on n'était disposé qu'à abandonner une partie du « lest ».

Des études innombrables sur les questions stratégiques témoignent de la tendance à élargir les bases d'appréciation pour des décisions importantes. On admit formellement que nombre de collaborateurs valables, jusqu'alors négligés, et parmi eux les représentants de la science, avaient à prendre leurs responsabilités directes pour tout ce qui touche à la conduite de la guerre et à son succès.

Mais les conceptions traditionnelles n'en étaient pas mortes pour autant. On n'avait pas encore saisi toute la portée des nouvelles notions qu'on essayait déjà de les appliquer à l'aide des anciennes méthodes. Tout semble démontrer que la revision n'était qu'une adaptation d'anciens modèles appelés à devenir de nouvelles solutions stratégiques.

C'est ainsi que les premiers à réapparaître furent les aviateurs. Bien sûr, l'aviation était la première à entrer en considération en tant que vecteur des armes atomiques. En 1953, on notera un discours de l'amiral Radford exprimant

> ... qu'il devient de plus en plus impossible (pour les Américains) d'entretenir des forces armées supérieures (à celles d'un ennemi potentiel) dans toutes les parties du monde où il faut s'attendre à une attaque. C'est pourquoi l'Amérique se doit de disposer en permanence d'une puissance aérienne supérieure à celle de toute autre nation au monde ...

John Foster Dulles, on le sait par un discours de 1954,

> ... constatait opportunément et clairement qu'une des faiblesses de la politique extérieure et de la stratégie militaire des Etats-Unis était toujours d'attendre qu'un adversaire des Etats-Unis ait pris l'initiative pour parer ensuite aux conséquences de cette initiative ... Pour lui « la » solution du problème de la stratégie nationale devait être vue dans une « force de dissuasion ». L'heure d'une « stratégie de la dissuasion » avait sonné ...

Les deux citations ci-dessus montrent à quelles difficultés conduisent des conceptions stratégiques limitées à des moyens et à des solutions de caractère exclusif. « Puissance aérienne » et, bien plus encore « puissance de dissuasion » étaient certes des notions nouvelles, ou renouvelées dans leur conception. En outre, à ce moment, elles étaient bien le premier résultat concret de la pensée stratégique analysant ensemble des facteurs politiques et militaires. Et pourtant, appliquées en tant qu'éléments d'une stratégie nationale, ces deux notions ont fait faillite avant même d'avoir été méditées à fond. Dans la guerre de Corée, qui pour les Etats-Unis avait commencé en 1950 déjà, ils ne purent, comme on le sait, employer l'arme la plus puissante de leur arsenal.

Les volte-face successives de la pensée stratégique américaine, l'oscillation continue entre logique et tradition ne s'arrêtèrent que lorsque, vers la fin des années 50, on avait abouti à une impasse apparemment sans issue. Ce n'est qu'à ce moment-là que les réflexions exposées depuis longtemps par quelques Américains sensés commencèrent à gagner sérieusement du terrain: il avait fallu la pression effroyable des événements de cette époque.

La guerre froide, les progrès sans précédent de la recherche scientifique, dont les dernières conquêtes débouchaient sur l'astronautique, le procès Oppenheimer, aussi passionnant et pénible qu'il fût, tout cela faisait découvrir une profusion de relations et d'interdépendances insoupçonnées. On se décida enfin à renoncer à des conceptions stratégiques fondées sur l'emploi d'un moyen particulier, sur une idée préconçue, voire sur des solutions toutes faites.

Dès lors — se demande Schwarz — de quoi est faite la doctrine stratégique résultant de l'interpénétration de la politique, de la science et de la force? La réponse lui est donnée par le directeur du centre des études internationales à Princeton, Klaus Knorr: « Aujourd'hui — dit Knorr — les problèmes militaires sont devenus si compliqués qu'une solution empirique n'est plus pensable. Il n'est plus possible d'opérer en se fondant sur des principes que les militaires prétendent déduire de l'expérience acquise du passé. » Knorr recommande l'emploi des méthodes de l'analyse stratégique dont il dit: « Les méthodes de l'analyse stratégique veulent qu'on aborde les problèmes de la défense nationale objectivement et sans aucun préjugé, exactement comme on procède pour les problèmes des sciences naturelles. »

Il y a réellement dans ces exigences quelque chose de nouveau: tant les hypothèses dont elles partent que la méthode qu'elles préconisent.

Il faut soumettre les problèmes de la défense nationale — et avec eux tous les axiomes de la conduite de la guerre — à une analyse scientifique générale. Seul, celui qui est prêt à le faire tient compte des objectifs d'une nation décidée à s'affirmer non seulement dans certains cas particuliers mais de manière permanente. Quant à la manière de procéder, à l'heure de l'évolution accélérée et du dynamisme inhérent aux conditions du succès en guerre, il ne fera que confirmer qu'il ne saurait plus s'agir aujourd'hui de fixer une fois pour toutes « une » stratégie nationale, mais bien au contraire de définir les bases scientifiques indispensables pour les décisions stratégiques de l'avenir.

C'est bien là l'événement marquant de l'évolution de la pensée stratégique aux Etats-Unis d'Amérique. Données dites historiques, traditions militaires, empirisme, intuition des grands chefs militaires, spéculations construites sur les performances techniques de nouveaux armements, tout cela a conduit à constater que la plupart des hypothèses sur lesquelles on se fondait jusqu'à ce jour sont périmées. Mais les bases d'appréciation fondées sur les nouvelles notions se sont révélées tellement complexes qu'il est devenu indispensable de passer à une nouvelle synthèse et à une forme d'exploitation complètement revue de ces bases d'appréciation.

En quoi sommes-nous touchés?

La Suisse n'est pas une puissance mondiale. Mais nous sommes déterminés à la maintenir. La Suisse ne disposera jamais de moyens comparables à ceux des Etats-Unis. C'est pourquoi il s'avère d'autant plus inéluctable de rechercher une stratégie conduisant à une efficacité optimum de toutes les forces du pays.

Ne comparons que ce qu'il est logique de comparer. Mais n'oublions pas que la stratégie est aussi le fait d'une petite nation et nullement le privilège des grandes puissances.

Stratégie! Ce n'est rien d'autre que l'art « d'employer toutes les forces d'une nation avec leur maximum d'efficacité » en vue d'atteindre un objectif défini. Il en résulte que ce sont précisément les petites nations qui ont toutes les raisons d'employer leurs moyens de manière particulièrement efficace. A elles de veiller à englober la totalité des activités qui, d'une manière ou d'une autre, font la force d'un pays. Bien sûr, ces activités sont plus ou moins accentuées, il convient de ne pas le négliger ...

Que les décisions de caractère stratégique soient, par définition, d'une essence supérieure, cela veut dire simplement qu'elles dépassent l'horizon et les compétences communes. Mais les éléments d'appréciation sont accessibles à tout esprit clair. C'est pourquoi, à l'aide de quelques exemples pris en dehors de notre pays, je propose d'examiner ce qui se passe chez nous dans le domaine stratégique. Mais mon propos, je le souligne, ne touche que le domaine des éléments d'appréciation de la décision et des méthodes d'élaboration de ces éléments.

* * *

Quels sont, par exemple, les éléments fondamentaux d'une décision de portée stratégique et quels éléments ne revêtent pas un caractère fondamental?

Les indications se rapportant à certaines conceptions stratégiques des Etats-Unis ont déjà élucidé une partie de

cette question. Je me contenterai donc de souligner que toute base de décision n'englobant pas la totalité des facteurs significatifs de la force d'une nation est insuffisante. Elle demeurerait insuffisante si elle se limitait à une période déterminée. L'analyse des facteurs déterminants doit les englober tous et cela de manière permanente. C'est notre époque qui l'exige.

Certes, nous avons moins à nous plaindre que d'autres nations d'une séparation des pouvoirs erronée, notamment d'une scission sur le plan stratégique, entre « la politique » et « la force ». Une nation, disposant d'une armée de milice est, dans une certaine mesure, immunisée contre cette erreur. On notera néanmoins, avec à-propos, que les promoteurs de la séparation des pouvoirs, en tant qu'axiome politique, seraient bien étonnés de constater que la distinction entre pouvoir exécutif, législatif et judicatif conduit, entre autres conséquences, à une doctrine de non-collaboration entre ces instances. De là à une doctrine de non-collaboration dans le cadre de chacune des dites instances, il n'y a qu'un bien petit pas!

Nous n'avons pas de doctrine de Monroe. Et pas davantage de « force de dissuasion ». En sommes-nous, pour autant, dans notre pays, à l'abri de toute appréciation unilatérale?

Nous gardons-nous toujours d'attribuer une importance particulière à des moyens spéciaux? Ne nous laissons-nous pas impressionner, plus que de raison, ou au-delà de la valeur qu'ils ont à l'emploi, par des systèmes d'armes particuliers? Sommes-nous toujours disposés à remettre à leur place les belles et chères traditions de notre peuple? Quant à la valeur des « expériences » — fussent-elles même un bien commun — l'apprécions-nous toujours avec l'esprit critique que commande une époque dont chaque jour est un recommencement?

Sommes-nous disposés, dans chaque cas concret, à examiner ces problèmes, chacun pour soi et chacun à la lumière

des moyens adéquats? N'oublions-nous pas, lorsque l'appréciation des résultats n'est guère persuasive, que l'amélioration des hypothèses fondamentales n'est pas uniquement l'affaire de spécialistes consacrés par leur position et l'autorité qui leur est attribuée, mais en fait et en conscience l'affaire de chaque officier?

Ces questions, nous devons nous les poser chacun, chaque fois qu'il s'agit de trouver la clé de l'amélioration qualitative et quantitative et de l'objectivité des facteurs d'appréciation, une clé qui s'appelle « méthode » ou encore mieux « manière de voir ».

Il est évident que nous ne ferons aucun progrès dans le domaine de ces préoccupations, sans renouveau, sans avoir reconsidéré l'essence et l'ampleur de la pensée stratégique. Les exemples de l'histoire récente des Etats-Unis ont montré qu'il faut abandonner la manière de voir d'avant-guerre, quand ce n'est pas celle du siècle passé.

Citoyens d'une petite nation, ouverts naturellement à une foule de problèmes, usons-nous toujours de cette possibilité qui nous est donnée, pour établir le lien indispensable entre ces domaines? Les chances de saisir tous les éléments conduisant à une conception stratégique efficiente sont plus favorables chez nous qu'en bien des pays. Mais, si pour combler toutes les lacunes et si, pour ce faire, chacun de nous est disposé à se mettre au travail, le pronostic, si favorable quant aux prémices, est-il encore positif, quand on examine dans quelle mesure nous nous préparons à exploiter les notions nouvelles dans l'esprit d'aujourd'hui? Dans notre manière d'être, dans notre comportement, dans la position que nous adoptons face aux exigences de l'heure, le pendule oscille encore fortement entre la logique et la tradition, entre la pensée rationnelle et la valeur des « expériences ».

Pas plus qu'une prescription dictant un comportement juste à coup sûr, il n'existe de recette pour le jugement sans erreur. A notre époque, demain se présente sous d'autres

aspects qu'aujourd'hui — et qu'hier. La curiosité, l'imagination, l'objectivité, la faculté d'adaptation, par exemple, surtout si elles s'ajoutent aux qualités d'un esprit rationnel, contribueront plus que d'autres qualités à la solution des problèmes de l'heure.

Parmi ces autres « qualités », qu'il me soit permis de citer un des adversaires les plus opiniâtres du progrès, adversaire néanmoins très « coté » dans notre pays. Je veux parler de ce qu'on nomme communément « expérience ». On lui attribue dans tous les domaines la vertu liée à ce qui a été vécu et démontré. A tel point que, non seulement, l'expérience prend une place prépondérante aux yeux de ses partisans déclarés, mais qu'elle envoûte un nombre étonnamment considérable de gens intelligents qui la tiennent pour une panacée des facultés intellectuelles.

Quelle que soit sa valeur, il est certain que l'expérience ne saurait remplacer la méthode, et pourtant, c'est précisément ce qu'on attend d'elle. L'expérience — des notions nées de l'empirisme — conduit naturellement à se souvenir d'un fait isolé, beaucoup plus qu'à provoquer la répétition du fait, à susciter une expérience nouvelle. L'exercice conduit beaucoup plus facilement à la routine qu'aux corrections. La « vue d'ensemble » si souvent prônée, qu'on obtient par la considération d'un grand nombre de faits, n'est, dans la plupart des cas, que l'image de faits individuels dans un cadre valable au moment « de l'expérience ».

Dans le cas qui nous préoccupe aujourd'hui, celui d'une évolution permanente des conditions à saisir, l'expérience, au sens usuel du terme, est au moins aussi dangereuse qu'utile.

Colonel-divisionnaire E. Honegger